

**STELLA
JONES**

Rapport de gestion

Pour les périodes de trois et six mois closes le 30 juin 2026
(en millions de dollars canadiens)



Table des matières

Introduction	3
Nos activités	4
Notre vision et notre mission	5
Notre stratégie	5
Faits saillants	7
Faits saillants financiers – deuxième trimestre	8
Faits saillants financiers – cumul annuel	9
Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières	10
Taux de change	14
Résultats d'exploitation	15
Résultats trimestriels	21
État de la situation financière	22
Liquidités et ressources en capital	25
Renseignements concernant les actions	27
Engagements et éventualités	28
Événement postérieur à la date de clôture	28
Risques et incertitudes	28
Conventions comptables significatives et estimations comptables critiques	28
Contrôles et procédures de communication de l'information	29
Contrôle interne à l'égard de l'information financière	29
Changements concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière	30

Introduction

Le présent document constitue le rapport de gestion de Stella-Jones Inc. Dans le présent rapport de gestion, les termes « la Société » et « Stella-Jones » sont utilisés pour désigner Stella-Jones Inc. et ses filiales, à titre individuel ou collectif.

Le présent rapport de gestion et les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société ont été examinés par le comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration le 5 août 2026. Le rapport de gestion présente de l'information au sujet de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société au 30 juin 2026 et pour le trimestre clos à cette date. Le rapport de gestion doit être lu parallèlement à l'information présentée dans les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société et les notes afférentes pour les périodes closes les 30 juin 2026 et 2025 ainsi qu'avec les états financiers consolidés audités et le rapport de gestion annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (les « déclarations prospectives »). Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « voudraient », « hypothèses », « plan », « stratégie », « croire », « anticiper », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « objectif » et les autres mots et expressions semblables, de même que l'emploi du futur et du conditionnel, visent à dénoter des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives comprennent, sans s'y limiter, nos plans actuels et futurs, attentes et intentions, résultats, niveaux d'activité, notre performance, nos objectifs ou réalisations, ou tout autre événement ou développement futur, y compris les déclarations contenues dans les rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Notre vision et notre mission » et « Notre stratégie » (notamment celles concernant la stratégie d'affectation des capitaux de la Société, sa stratégie en matière de dépenses en immobilisations, la poursuite d'acquisitions liées aux infrastructures, son objectif de versement de dividendes et de rachats d'actions ainsi que son ratio dette nette/BAAIA ajusté cible), les déclarations concernant les plans de la Société visant à étendre ses activités de structures en treillis d'acier aux États-Unis par la construction d'une nouvelle usine de fabrication, les déclarations ayant trait aux retombées attendues des initiatives de la Société en matière d'optimisation de réseau et des autres mesures mises en place pour améliorer le rendement opérationnel et rehausser la rentabilité au fil du temps et les déclarations relatives au redressement attendu de la répercussion de certaines hausses de coûts par le biais des mécanismes d'ajustement de prix, et sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société, ainsi que les attentes et les plans actuels de la direction (et pourraient ne pas convenir à d'autres fins). Ces déclarations reposent sur un certain nombre d'estimations et d'hypothèses et sont formulées par la Société à la lumière de l'expérience de sa direction et de sa perception des tendances historiques, de la situation actuelle et des développements futurs attendus, ainsi que d'autres facteurs jugés pertinents et raisonnables dans les circonstances. Cependant, rien ne garantit que ces estimations et hypothèses s'avéreront exactes. Par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes, car elles se rapportent à des événements futurs incertains et dépendent de circonstances qui peuvent ou non se produire à l'avenir. Ces risques et incertitudes peuvent tenir, entre autres, à la dépendance de la Société à l'égard de clients importants, à la disponibilité et au coût des matières premières, aux perturbations opérationnelles, aux changements climatiques, à la dépendance à l'égard du personnel clé, aux technologies de l'information, aux incidents de cybersécurité et de protection des données, à la conjoncture économique mondiale, à l'incertitude géopolitique, à la stratégie d'acquisition de la Société, à l'expansion future de l'usine de la Société, à la capacité de la Société à lever des capitaux, à la conformité environnementale et aux litiges, ainsi qu'aux facteurs et hypothèses mentionnés dans le présent document et dans les documents d'information continue de la Société. Ces risques et incertitudes sont décrits plus en détail, entre autres facteurs de risque et d'incertitude liés aux activités de la Société, à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. Bon nombre de ces risques échappent au contrôle de la Société et pourraient s'avérer impossibles à prévoir. Compte tenu de ces risques, incertitudes et hypothèses, les lecteurs sont priés de ne pas se fier outre mesure aux déclarations prospectives. De plus, les déclarations prospectives ne valent qu'à la date où elles sont formulées. Le présent rapport de gestion reflète l'information dont disposait la Société en date des présentes, soit au 5 août 2026. La direction de la Société décline toute responsabilité de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prospective afin de prendre en compte de nouvelles informations, des événements futurs ou d'autres changements postérieurs à la date des présentes, à moins d'y être tenue par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

Les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société sont présentés en dollars canadiens et sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'*International Accounting Standards Board* (les « normes comptables IFRS ») applicables à l'établissement d'états financiers intermédiaires,

y compris la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le présent rapport sont en dollars canadiens.

Certains chiffres présentés dans le présent rapport de gestion ont été arrondis aux fins de présentation. Les pourcentages indiqués dans le présent rapport de gestion n'ont pas tous été calculés à partir de ces chiffres arrondis, mais plutôt à partir des montants avant arrondissement. Pour cette raison, les pourcentages figurant dans le présent rapport de gestion peuvent différer légèrement de ceux obtenus en effectuant les mêmes calculs à partir des chiffres apparaissant dans les états financiers condensés consolidés intermédiaires de la Société, ou dans le texte connexe. De même, certains autres montants présentés dans le présent rapport de gestion pourraient ne pas correspondre exactement à la somme indiquée, en raison de l'arrondissement.

Le présent rapport de gestion contient également des mesures financières et des ratios non conformes aux PCGR ainsi que d'autres mesures financières qui n'ont pas de définition normalisée prescrite par les normes comptables IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures et des ratios du même type présentés par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour des explications au sujet des mesures financières et des ratios non conformes aux PCGR et des autres mesures financières utilisées et présentées par la Société ainsi qu'un rapprochement entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures des PCGR les plus directement comparables.

Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires, notamment la notice annuelle, les rapports trimestriels et annuels de la Société et d'autres documents en visitant le site Web de SEDAR+ au www.sedarplus.ca. Les communiqués de presse et d'autres renseignements sont également accessibles à la section Investisseurs du site Web de la Société, au www.stella-jones.com. Les documents et autres renseignements figurant sur le site Web de la Société ou sur tout autre site y mentionné ne font pas partie du présent rapport de gestion et ne sont pas intégrés par renvoi aux présentes.

Nos activités

Stella-Jones est un chef de file nord-américain de la fabrication de produits axés sur le soutien aux infrastructures essentielles des réseaux de distribution et de transport d'électricité ainsi qu'à l'exploitation et l'entretien des systèmes de transport ferroviaire. La Société fournit des poteaux et des traverses pour poteaux en bois traité, des pylônes en treillis d'acier et des poteaux de transport en acier aux grandes sociétés de services publics d'électricité du continent ainsi que des traverses de chemin de fer en bois traité aux exploitants nord-américains de chemins de fer de catégorie 1, de courtes lignes et de voies ferrées commerciales. La Société soutient aussi les infrastructures avec des produits industriels, notamment du bois d'œuvre pour les ponts ferroviaires, les passages à niveau et la construction, des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations et des produits à base de goudron de houille. La Société se consacre également à la fabrication de bois d'œuvre traité de première qualité et d'accessoires à usage résidentiel qu'elle distribue auprès de détaillants canadiens et américains en vue d'applications extérieures. Un volet important de ces activités consiste à mettre son réseau national de fabrication et de distribution au service de sa clientèle canadienne.

La croissance interne et les acquisitions stratégiques réalisées par la Société lui ont permis d'étendre son réseau nord-américain en élargissant son offre de produits et sa capacité de production, de renforcer la solidité et la fiabilité de son approvisionnement en matières premières et d'améliorer la qualité des services offerts aux clients. Cette stratégie a contribué au développement de relations étroites et durables avec la clientèle partout en Amérique du Nord et a élargi l'accès à des fournisseurs clés. Elle a également permis à la Société de renforcer davantage la vaste expertise de son équipe de gestionnaires chevronnés dans l'ensemble des divisions d'un bout à l'autre de l'Amérique du Nord.

La capacité avérée de Stella-Jones à livrer des résultats robustes sert d'assise à la génération de flux de trésorerie solides qui permettent à la Société d'investir continuellement dans ses activités, à l'interne comme par le biais d'acquisitions, et de remettre du capital aux actionnaires.

Au 30 juin 2026, la Société exploitait 44 usines de traitement du bois, une usine de fabrication de structures d'acier servant au transport d'électricité et une distillerie de goudron de houille, et ses effectifs s'élevaient à environ 3 200 employés. Les installations de la Société sont réparties à travers le Canada et les États-Unis et sont complétées par un vaste réseau d'approvisionnement et de distribution.

Les actions ordinaires de la Société se négocient à la Bourse de Toronto (TSX : SJ).

Notre vision et notre mission

La vision stratégique de Stella-Jones consiste à bâtir une entreprise agile et tournée vers l'avenir, qui se consacre à servir les secteurs des services publics et du transport ferroviaire. Sa mission est de soutenir des infrastructures qui relient les collectivités à l'échelle locale et à travers l'Amérique du Nord. La Société est déterminée à rester à l'avant-garde et vise l'excellence dans la prestation des services qu'elle offre dans ces secteurs d'activités, en veillant à ce que les solutions novatrices qu'elle déploie répondent aux besoins d'aujourd'hui et s'adaptent aux défis de demain.

Notre stratégie

La stratégie de Stella-Jones vise à être le partenaire de choix des clients du secteur des infrastructures partout en Amérique du Nord en renforçant son offre de produits et services au moyen d'initiatives internes, d'innovations et d'acquisitions et d'investissements stratégiques qui cadrent avec ses objectifs de création de valeur à long terme. Elle recherche activement des occasions permettant de tirer parti de son vaste réseau de fabrication et de distribution et de sa clientèle bien établie afin d'accroître sa capacité à générer des flux de trésorerie soutenus.

La Société intègre le développement durable et la sécurité dans ses décisions quotidiennes et ses stratégies à long terme, et veille à ce que les activités commerciales et opérationnelles soient constamment alignées sur ces valeurs fondamentales. Stella-Jones priorise les actions concrètes dans tous les aspects de ses activités et s'engage à adopter des pratiques qui protègent les personnes, les collectivités et l'environnement, tout en assurant la pérennité de ses activités.

Gestion du capital

La stratégie d'affectation des capitaux de la Société met à profit la robustesse de ses flux de trésorerie générés de manière constante tout en améliorant sa stabilité à long terme ainsi que la création de valeur pour les actionnaires. Afin de maintenir la solidité et la flexibilité financières de la Société, les capitaux sont affectés de manière disciplinée en conservant un équilibre entre les investissements pour soutenir la croissance et la remise de capital aux actionnaires.

La stratégie de la Société s'articule comme suit :

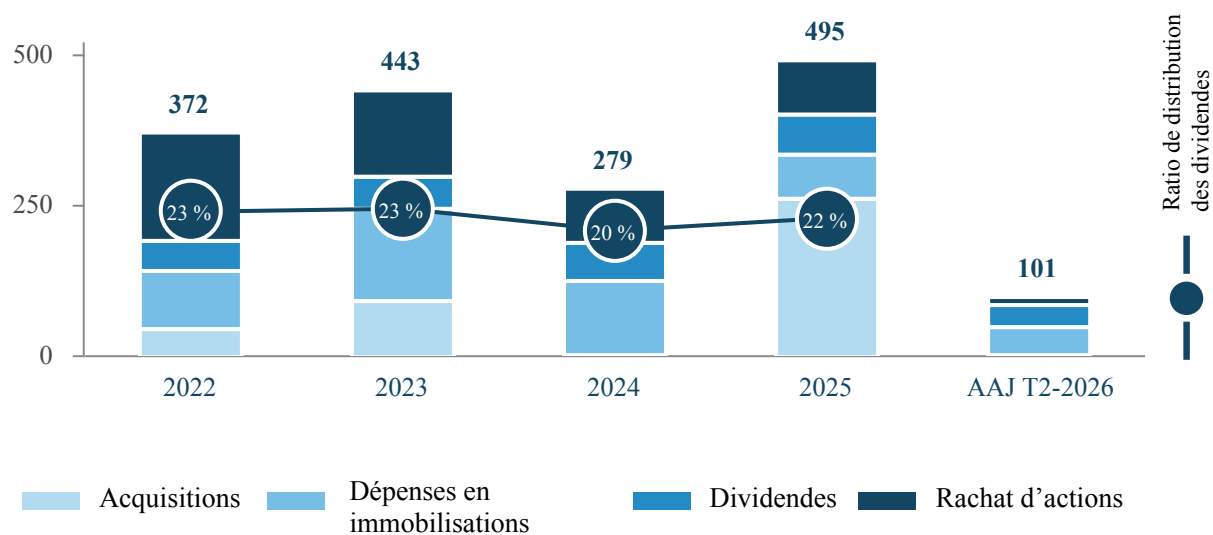
- Investir environ 2,5 % des ventes annuelles dans les dépenses en immobilisations afin de maintenir la qualité et la fiabilité de ses actifs, d'assurer la sécurité de ses employés, d'améliorer la productivité et de poursuivre des initiatives environnementales et de développement durable;
- Investir dans des dépenses en immobilisations stratégiques pour accroître la capacité de production, lorsque cela s'avère nécessaire, de manière à soutenir les plans de croissance de la Société;
- Réaliser des acquisitions rentables liées aux infrastructures qui renforceront le positionnement stratégique de la Société et contribueront à la croissance des résultats à l'avenir;
- Maintenir les versements durables de dividendes, en visant une fourchette de 20 % à 30 % du résultat par action (« RPA ») de base ajusté présenté pour l'exercice précédent;
- Remettre aux actionnaires l'excédent de capital par le biais de rachats d'actions.

Conformément à l'approche qu'elle a adoptée en matière d'affectation des capitaux, Stella-Jones cherche à maintenir un ratio dette nette/BAIIA ajusté¹ se situant entre 2,0 x et 2,5 x, bien qu'elle puisse dévier de cette cible pour réaliser des acquisitions, saisir d'autres occasions stratégiques ou encore pourvoir aux besoins saisonniers de son fonds de roulement.

¹ Cette mesure n'a pas de définition normalisée selon les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse la comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion.

Le graphique suivant présente un sommaire de l'affectation des capitaux de la Société depuis 2022 :

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)



Faits saillants

Aperçu du deuxième trimestre de 2026

Les ventes se sont établies à 1 042 millions \$ au deuxième trimestre de 2026, contre 1 034 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable à un apport de 29 millions \$ suivant l'acquisition de Brooks Manufacturing Co. (« Brooks ») ainsi qu'à la croissance des volumes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics, portée par la demande soutenue. Ces gains ont été contrebalancés en grande partie par un recul des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel, principalement attribuable à la conjoncture des prix moins favorable, et par un ralentissement de l'activité de négociation de billots et de bois d'œuvre. Les ventes du deuxième trimestre reflètent également l'affaiblissement continu de la demande des exploitants de chemins de fer de catégorie 1. Les prix au comptant des poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics étaient inférieurs à ceux du même trimestre de l'exercice précédent, mais généralement stables par rapport au second semestre de 2025.

Le résultat d'exploitation du deuxième trimestre de 2026 s'est établi à 95 millions \$, contre 155 millions \$ pour le deuxième trimestre de 2025. Ce recul est principalement attribuable à une dépréciation d'actifs et aux coûts de restructuration de 32 millions \$ liés à l'optimisation du réseau de production de traverses de chemin de fer. Sur une base ajustée, le résultat d'exploitation¹ s'est établi à 129 millions \$, contre 155 millions \$ au même trimestre de l'exercice précédent. Le résultat ajusté a surtout pâti d'une augmentation des coûts propres à certains sites, largement attribuable aux activités de gestion environnementale et à la mise en place des contrôles connexes, de même qu'aux travaux d'entretien. La hausse des coûts du carburant et les pertes de productivité touchant les activités de l'usine de structures d'acier de la Société durant les travaux de modernisation ont également pesé sur les résultats, et leurs effets ont été exacerbés par un décalage dans la répercussion de certaines hausses de coûts par le biais des mécanismes d'ajustement des prix. Ces facteurs ont plus que contrebalancé la contribution supplémentaire de Brooks aux résultats de la Société depuis son acquisition et la croissance appréciable des volumes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics. La Société met en œuvre des mesures d'optimisation de réseau et examine d'autres pistes pour améliorer son rendement opérationnel et rehausser sa rentabilité au fil du temps. Par conséquent, le BAIIA ajusté¹ s'est établi à 167 millions \$ pour le deuxième trimestre de 2026, soit 16,0 % des ventes, contre 189 millions \$, ou 18,3 % des ventes, pour le deuxième trimestre de 2025.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2026, des liquidités de 192 millions \$ découlant des activités d'exploitation de la Société ont été affectées aux dépenses en immobilisations, au remboursement de dettes et à la remise de capital sous forme de dividendes aux actionnaires. Entre autres dépenses en immobilisations, environ sept millions \$ ont été engagés au cours du trimestre pour la construction de la nouvelle usine de fabrication de treillis d'acier située à Fayetteville, au Tennessee, principalement sous forme d'acomptes versés pour l'achat de matériel.

La situation financière demeurerait solide au 30 juin 2026, la Société disposant de liquidités disponibles² de 759 millions \$ et affichant un ratio dette nette/BAIIA ajusté¹ de 2,5 x.

¹ Ces mesures n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion.

² Les liquidités disponibles incluent la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les montants disponibles au titre des facilités de crédit, déduction faite des lettres de crédit émises et de certaines garanties données.

Faits saillants financiers – deuxième trimestre

Indicateurs clés choisis

(en millions de dollars, sauf les ratios et les données par action)	Périodes de trois mois closes les 30 juin		Variation (\$)	Variation (%)
	2026	2025		
Résultats d'exploitation				
Ventes	1 042	1 034	8	1 %
Bénéfice brut ¹	186	206	(20)	(10 %)
Marge du bénéfice brut ¹	17,9 %	19,9 %	s.o.	(200 pdb)
Résultat d'exploitation	95	155	(60)	(39 %)
BAIIA ajusté ¹	167	189	(22)	(12 %)
Marge du BAIIA ajusté ¹	16,0 %	18,3 %	s.o.	(230 pdb)
Résultat net	61	106	(45)	(42 %)
RPA, de base	1,12	1,91	(0,79)	(41 %)
RPA ajusté, de base ¹	1,59	1,91	(0,32)	(17 %)
Flux de trésorerie découlant des (affectés aux)				
Activités d'exploitation	192	224	(32)	
Activités de financement	(112)	(188)	76	
Activités d'investissement	(36)	(52)	16	
	Au 30 juin 2026	Au 31 décembre 2025	Variation (\$)	
Situation financière				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	138	44	94	
Stocks	1 552	1 653	(101)	
Actif total	4 289	4 117	172	
Dette à long terme ²	1 346	1 339	7	
Obligations locatives ²	300	303	(3)	
Passif non courant total	1 695	1 805	(110)	
Capitaux propres	2 183	2 039	144	
Autres données				
Ratio de fonds de roulement ^{1 3}	5,25	7,40		
Ratio dette nette/BAIIA ajusté ¹	2,5 x	2,6 x		

¹ Ces mesures n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour des précisions et des explications au sujet des mesures financières non conformes aux PCGR et des autres mesures financières utilisées et présentées par la Société ainsi qu'un rapprochement entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures des PCGR les plus directement comparables.

² Y compris la partie courante.

³ Quotient de l'actif courant divisé par le passif courant.

Faits saillants financiers – cumul annuel

Indicateurs clés choisis

(en millions de dollars, sauf les ratios et les données par action)	Périodes de six mois closes les 30 juin		Variation (\$)	Variation (%)
	2026	2025		
Résultats d'exploitation				
Ventes	1 833	1 807	26	1 %
Bénéfice brut ¹	341	374	(33)	(9 %)
Marge du bénéfice brut ¹	18,6 %	20,7 %	s.o.	(210 pdb)
Résultat d'exploitation	192	298	(106)	(36 %)
BAIIA ajusté ¹	303	330	(27)	(8 %)
Marge du BAIIA ajusté ¹	16,5 %	18,3 %	s.o.	(180 pdb)
Résultat net	121	199	(78)	(39 %)
RPA, de base	2,22	3,58	(1,36)	(38 %)
RPA ajusté, de base ¹	2,71	3,06	(0,35)	(11 %)
Flux de trésorerie découlant des (affectés aux)				
Activités d'exploitation	239	208	31	
Activités de financement	(103)	(119)	16	
Activités d'investissement	(51)	(74)	23	
Autres données				
Rendement des capitaux propres moyens ¹	12,4 %	17,4 %	s.o.	(500 pdb)
Rendement du capital investi moyen ajusté ¹	11,5 %	12,4 %	s.o.	(90 pdb)
Dividende par action	0,68	0,62	0,06	10 %

¹ Ces mesures n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour des précisions et des explications au sujet des mesures financières non conformes aux PCGR et des autres mesures financières utilisées et présentées par la Société ainsi qu'un rapprochement entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures des PCGR les plus directement comparables.

Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières

La présente rubrique présente l'information requise aux termes du *Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières* à l'égard des « mesures financières déterminées » (au sens dudit règlement).

Les mesures financières non conformes aux PCGR, les ratios non conformes aux PCGR et les autres mesures financières (soit le bénéfice brut et la marge du bénéfice brut, qui sont présentés à titre de mesures financières supplémentaires) décrits ci-après n'ont pas de définition normalisée prescrite par les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La méthode appliquée par la Société pour calculer lesdites mesures peut différer de celles employées par d'autres émetteurs. Par conséquent, leurs définitions respectives pourraient ne pas être comparables. En outre, les mesures financières non conformes aux PCGR, les ratios non conformes aux PCGR et les autres mesures financières ne doivent pas être considérés comme un substitut aux informations financières établies conformément aux PCGR. La direction estime que les mesures financières non conformes aux PCGR et les autres mesures financières déterminées décrites ci-après sont utiles aux investisseurs avertis et peuvent les aider à mieux comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société, en apportant des indications supplémentaires quant à sa performance.

Croissance interne des ventes et ratio de croissance interne des ventes

- Croissance interne des ventes : ventes d'une période donnée par rapport aux ventes de la période de comparaison, excluant l'incidence des acquisitions et des fluctuations de taux de change.
- Ratio de croissance interne des ventes : quotient de la croissance interne des ventes divisée par les ventes de la période correspondante.

La Société utilise ces mesures non conformes aux PCGR pour analyser le niveau d'activité en faisant abstraction de l'incidence des acquisitions et des fluctuations de taux de change, afin de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre. La direction est d'avis que de telles mesures sont utilisées par les investisseurs et les analystes pour évaluer la performance de la Société.

Le rapprochement entre les mesures financières non conformes aux PCGR mentionnées ci-dessus et les mesures des PCGR les plus comparables figure à la rubrique intitulée « Résultats d'exploitation ».

Bénéfice brut et marge du bénéfice brut

- Bénéfice brut : ventes, déduction faite du coût des ventes.
- Marge du bénéfice brut : quotient du bénéfice brut divisé par les ventes de la période correspondante.

La Société utilise ces mesures financières supplémentaires pour évaluer son rendement opérationnel sur une base continue.

Résultat d'exploitation ajusté, marge du résultat d'exploitation ajusté, BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté

- Résultat d'exploitation ajusté : résultat d'exploitation, excluant le gain sur règlement d'assurance, le recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités, la dépréciation d'actifs, les coûts de restructuration, incluant les frais de fermeture et autres coûts liés à l'optimisation de réseau, les coûts d'acquisition et d'intégration et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions importantes.
- Marge du résultat d'exploitation ajusté : quotient du résultat d'exploitation ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

- BAIIA ajusté : résultat d'exploitation, excluant le gain sur règlement d'assurance, le recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités, la dépréciation d'actifs, les coûts de restructuration, incluant les frais de fermeture et autres coûts liés à l'optimisation de réseau, les coûts d'acquisition et d'intégration liés aux acquisitions importantes, ainsi que l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre de droits d'utilisation et des immobilisations incorporelles, y compris celles liées aux acquisitions importantes.
- Marge du BAIIA ajusté : quotient du BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

La Société utilise ces mesures non conformes aux PCGR pour évaluer son rendement opérationnel et financier. En outre, elle estime que le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté constituent des mesures utiles aux investisseurs, puisqu'elles sont couramment utilisées au sein du secteur par les investisseurs et les analystes en vue de mesurer la capacité d'une société à assumer le service de sa dette et à honorer ses autres obligations de paiement, ou encore à titre de mesure d'évaluation usuelle.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les mesures financières non conformes aux PCGR susmentionnées et les mesures des PCGR les plus comparables :

(en millions de dollars)	Périodes de trois mois closes les 30 juin		Périodes de six mois closes les 30 juin	
	2026	2025	2026	2025
Résultat d'exploitation	95	155	192	298
Éléments de rapprochement :				
Règlement d'assurance				
<i>Gain sur règlement d'assurance</i>	—	—	—	(28)
<i>Recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités</i>	—	—	—	(10)
Dépréciation d'actifs et coûts de restructuration				
<i>Dépréciation d'actifs</i>	24	—	24	—
<i>Frais de fermeture et autres coûts liés à l'optimisation de réseau</i>	8	—	8	—
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	2	—	4	—
Résultat d'exploitation ajusté	129	155	228	260
Amortissement, à l'exclusion de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	38	34	75	70
BAIIA ajusté	167	189	303	330

Résultat net ajusté et RPA ajusté, de base

- Résultat net ajusté : résultat net, excluant le gain sur règlement d'assurance, le recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités, la dépréciation d'actifs, les coûts de restructuration, incluant les frais de fermeture et autres coûts liés à l'optimisation de réseau, les coûts d'acquisition et d'intégration, ainsi que l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions importantes, après impôts dans chaque cas.
- RPA ajusté, de base : quotient du résultat net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société pour la période considérée divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période considérée.

La Société utilise ces mesures non conformes aux PCGR pour évaluer son rendement opérationnel sur une base continue.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les mesures financières non conformes aux PCGR susmentionnées et les mesures des PCGR les plus comparables :

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Périodes de trois mois closes les 30 juin		Périodes de six mois closes les 30 juin	
	2026	2025	2026	2025
Résultat net	61	106	121	199
Éléments de rapprochement :				
Règlement d'assurance				
<i>Gain sur règlement d'assurance</i>	—	—	—	(28)
<i>Recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités</i>	—	—	—	(10)
Dépréciation d'actifs et coûts de restructuration				
<i>Dépréciation d'actifs</i>	24	—	24	—
<i>Frais de fermeture et autres coûts liés à l'optimisation de réseau</i>	8	—	8	—
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	2	—	4	—
Impôts liés aux éléments susmentionnés ¹	(8)	—	(9)	9
Résultat net ajusté	87	106	148	170
RPA ajusté, de base	1,59 \$	1,91 \$	2,71 \$	3,06 \$

¹ Calculés en appliquant le taux d'imposition effectif de la période considérée.

Capital investi et rendement du capital investi moyen ajusté (« RCIM ajusté »)

- Capital investi : actif total, hors trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite du passif courant ne portant pas intérêt.
- Capital investi moyen : moyenne sur 12 mois du solde des capitaux investis au début de la période de 12 mois et à la fin de chaque trimestre, pendant le reste de la période de 12 mois.
- RCIM ajusté : quotient du résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois (« DDM ») divisé par le capital investi moyen.

La Société utilise le capital investi moyen pour mesurer l'ampleur de ses investissements dans ses activités et assurer le suivi à cet égard. Elle utilise le RCIM ajusté comme indicateur de rendement pour mesurer l'efficacité de son capital investi.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les mesures financières non conformes aux PCGR susmentionnées et les mesures des PCGR les plus comparables :

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2026	Au 30 juin 2025
Actif total moyen	4 164	4 070
Trésorerie et équivalents de trésorerie moyens	(82)	(39)
Passif courant moyen	(344)	(306)
Tranche courante moyenne des obligations locatives	64	62
Tranche courante moyenne de la dette à long terme	71	5
Capital investi moyen	3 873	3 792
Résultat d'exploitation ajusté (DDM)	446	471
RCIM ajusté	11,5 %	12,4 %

Dette nette et ratio dette nette/BAIIA ajusté

- Dette nette : somme de la dette à long terme et des obligations locatives, y compris, dans chaque cas, la partie courante, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.
- Ratio dette nette/BAIIA ajusté : quotient de la dette nette divisée par le BAIIA ajusté des DDM .

La Société estime que ces mesures sont des indicateurs de l'intensité de son effet de levier financier.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les mesures financières non conformes aux PCGR susmentionnées et les mesures des PCGR les plus comparables :

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2026	Au 31 décembre 2025
Dettes à long terme, y compris la tranche courante	1 346	1 339
Obligations locatives, y compris la tranche courante	300	303
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(138)	(44)
Dettes nettes	1 508	1 598
BAIIA ajusté (DDM)	596	623
Ratio dette nette/BAIIA ajusté	2,5 x	2,6 x

Taux de change

Le tableau suivant présente les taux de change moyens et de clôture applicables aux trimestres de la Société pour les exercices 2026 et 2025. Les taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes et les charges des périodes considérées, tandis que les taux de clôture sont utilisés pour convertir la valeur des actifs et passifs des établissements étrangers ainsi que des actifs et passifs monétaires des activités canadiennes libellés en dollars américains.

Taux \$ US/\$ CA	2026		2025	
	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture
Premier trimestre	1,37	1,39	1,44	1,44
Deuxième trimestre	1,38	1,42	1,38	1,36
Troisième trimestre			1,38	1,39
Quatrième trimestre			1,40	1,37
Exercice			1,40	1,37

- Taux moyen : la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien au cours du deuxième trimestre de 2026 était la même qu'au deuxième trimestre de 2025, de sorte que le taux de change n'a eu aucune incidence sur les ventes ni le coût des ventes.
- Taux de clôture : L'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien entre le 31 décembre 2025 et le 30 juin 2026 a entraîné une hausse de la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, suivant leur conversion en dollars canadiens.

Résultats d'exploitation

Ventes

Les ventes se sont établies à 1 042 millions \$ au deuxième trimestre de 2026, soit une hausse de huit millions \$ par rapport aux ventes de 1 034 millions \$ constatées pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. En faisant abstraction de l'apport de 29 millions \$ découlant de l'acquisition de Brooks, les ventes de bois traité sous pression ont reculé de 13 millions \$, ou de 1 %. Ces résultats sont attribuables à une augmentation des ventes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics, plus que contrebalancée par la baisse des prix sur le marché du bois d'œuvre destiné au secteur résidentiel et par la diminution des volumes de traverses de chemin de fer, dont les ventes ont été particulièrement touchées par l'affaiblissement continu de la demande des exploitants de chemins de fer de catégorie 1. Les ventes de billots et de bois d'œuvre ont reculé de huit millions \$, ou de 31 %, ce qui est principalement attribuable à un ralentissement de l'activité de négociation de billots.

Ventes (en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Produits destinés aux sociétés de services publics ¹	Traverses de chemin de fer	Bois d'œuvre à usage résidentiel	Produits industriels ²	Total Bois traité sous pression	Billots et bois d'œuvre	Ventes consolidées
T2-2025	476	240	246	46	1 008	26	1 034
Acquisition	29	—	—	—	29	—	29
Taux de change	—	—	—	—	—	—	—
Croissance interne ³	5	(5)	(12)	(1)	(13)	(8)	(21)
T2-2026	510	235	234	45	1 024	18	1 042
Croissance interne (%) ³	1 %	(2 %)	(5 %)	(2 %)	(1 %)	(31 %)	(2 %)

¹ Les produits destinés aux sociétés de services publics incluent les poteaux et les traverses pour poteaux en bois ainsi que les structures d'acier (pylônes en treillis et poteaux de transport d'électricité).

² Les produits industriels sont principalement composés de bois d'œuvre pour les ponts ferroviaires, les passages à niveau et la construction, de pilotis pour constructions maritimes et de pieux pour fondations.

³ Ces mesures n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion.

Les ventes se sont établies à 1 833 millions \$ au semestre clos le 30 juin 2026, contre 1 807 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. En faisant abstraction de l'apport de 71 millions \$ découlant des acquisitions de Brooks et de Locweld Inc. en 2025 et de l'incidence défavorable du taux de change de 30 millions \$, les ventes de bois traité sous pression ont diminué de trois millions \$. Ce recul s'explique en grande partie par la baisse des prix et la diminution des volumes de bois d'œuvre à usage résidentiel et par un recul des ventes de traverses aux exploitants de chemins de fer de catégorie 1. Ces facteurs ont été contrebalancés en grande partie par une augmentation de 7 % des volumes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics, dont l'effet favorable a toutefois été tempéré par une composition des ventes moins avantageuse et la baisse des prix au comptant. Le recul des ventes de billots et de bois d'œuvre par rapport à la même période de l'exercice précédent est principalement attribuable au ralentissement de l'activité de négociation de ces produits ainsi qu'à la baisse des prix sur le marché du bois d'œuvre.

Ventes (en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Produits destinés aux sociétés de services publics	Traverses de chemin de fer	Bois d'œuvre à usage résidentiel	Produits industriels	Total Bois traité sous pression	Billots et bois d'œuvre	Ventes consolidées
AAJ T2-2025	895	448	334	85	1 762	45	1 807
Acquisitions	71	—	—	—	71	—	71
Taux de change	(18)	(8)	(2)	(2)	(30)	—	(30)
Croissance interne	31	(7)	(22)	(5)	(3)	(12)	(15)
AAJ T2-2026	979	433	310	78	1 800	33	1 833
Croissance interne (%)	3 %	(2 %)	(7 %)	(6 %)	— %	(27 %)	(1 %)

Produits destinés aux sociétés de services publics

Les ventes de produits destinés aux sociétés de services publics ont augmenté pour atteindre 510 millions \$ au deuxième trimestre de 2026, contre 476 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. En faisant abstraction de l'apport de 29 millions \$ découlant de l'acquisition de Brooks en 2025, les ventes de produits destinés aux sociétés de services publics ont augmenté de cinq millions \$, ou de 1 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. La croissance des ventes a été portée par la vigueur persistante des volumes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics, soutenue par des engagements contractuels pluriannuels. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par des retards dans la réalisation de projets dans certaines régions en raison des conditions météorologiques exceptionnellement pluvieuses qui sévissaient dans le sud-est des États-Unis, ainsi que par un repli des prix sur le marché au comptant et un recul des ventes de structures d'acier. À compter du deuxième trimestre de 2026, les activités en matière de structures d'acier, issues de l'acquisition réalisée au deuxième trimestre de 2025, ont été prises en compte au titre de la croissance interne. Les ventes trimestrielles de structures d'acier ont reculé, ce qui est principalement attribuable à l'incidence temporaire des changements d'équipement effectués au cours du trimestre en vue de doubler la capacité de production d'ici le troisième trimestre de 2026. Les ventes de produits destinés aux sociétés de services publics comptent pour 49 % des ventes réalisées par la Société au deuxième trimestre de 2026.

Pour le premier semestre de 2026, les ventes de produits destinés aux sociétés de services publics ont atteint 979 millions \$, contre 895 millions \$ pour la même période de 2025. En faisant abstraction des acquisitions réalisées en 2025 et de l'incidence du taux de change, les ventes de produits destinés aux sociétés de services publics ont augmenté de 31 millions \$, ou de 3 %, ce qui est principalement attribuable à l'augmentation de 7 % des volumes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics, reflétant la vigueur persistante de l'activité contractuelle. Cette croissance des volumes a été partiellement contrebalancée par la baisse des prix, attribuable en grande partie à une composition des ventes moins avantageuse que celle de la même période de l'exercice précédent, qui comportait une plus grande proportion de poteaux munis d'une enveloppe ignifuge destinés aux sociétés de services publics. En outre, les prix au comptant au premier semestre de 2026 étaient légèrement inférieurs à ceux de la même période de l'exercice précédent, mais stables par rapport au second semestre de 2025. Les ventes de produits destinés aux sociétés de services publics comptent pour 53 % des ventes réalisées par la Société au premier semestre de 2026.

Traverses de chemin de fer

Les ventes de traverses de chemin de fer ont reculé de cinq millions \$ pour s'établir à 235 millions \$ au deuxième trimestre de 2026, contre 240 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. Ce recul est principalement attribuable aux volumes moins importants de produits destinés aux exploitants de chemins de fer de catégorie 1, la demande ayant fléchi sous l'influence de dynamiques à l'œuvre à l'échelle du secteur, notamment la réduction des dépenses en immobilisations et la concurrence toujours aussi vive. La diminution des volumes de produits destinés aux exploitants de chemins de fer de catégorie 1 a été contrebalancée en grande partie par la vigueur persistante de la demande des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1 et l'activité soutenue de leurs projets. La composition des ventes moins avantageuse, notamment du fait de la proportion plus importante de volumes liés exclusivement aux services de traitement, a donné lieu à une légère baisse des prix. Les ventes de traverses de chemin de fer comptent pour 23 % des ventes réalisées par la Société au deuxième trimestre de 2026.

Pour le premier semestre de 2026, les ventes de traverses de chemin de fer se sont établies à 433 millions \$, contre 448 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. En faisant abstraction de l'incidence du taux de change, les ventes ont reculé de sept millions \$, ou de 2 %. Cette baisse s'explique principalement par la diminution des volumes de produits destinés aux exploitants de chemins de fer de catégorie 1 et la baisse des prix résultant d'une réorientation de la composition des ventes, davantage axée sur les volumes liés exclusivement aux services de traitement, le tout partiellement compensé par la demande soutenue des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1. Les ventes de traverses de chemin de fer comptent pour 24 % des ventes réalisées par la Société au premier semestre de 2026.

Bois d'œuvre à usage résidentiel

Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont reculé de 12 millions \$ pour s'établir à 234 millions \$ au deuxième trimestre de 2026, contre 246 millions \$ pour le deuxième trimestre de 2025. Cette baisse s'explique principalement par la baisse des prix sur le marché du bois d'œuvre et, dans une moindre mesure, par la diminution des volumes de ventes par rapport à la même période de l'exercice précédent, elle-même attribuable à l'affaiblissement de la demande et à la détérioration des conditions météorologiques. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel comptent pour 22 % des ventes réalisées par la Société au deuxième trimestre de 2026.

Pour le premier semestre de 2026, les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont reculé pour s'établir à 310 millions \$, contre 334 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Ce recul est attribuable à la baisse des prix et à la diminution des volumes, dans la lignée des tendances observées au deuxième trimestre, les conditions de marché étant demeurées moroses tout au long du premier semestre. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel comptent pour 17 % des ventes réalisées par la Société au premier semestre de 2026.

Produits industriels

Les ventes de produits industriels sont demeurées relativement stables, s'établissant à 45 millions \$ au deuxième trimestre de 2026, contre 46 millions \$ pour le deuxième trimestre de 2025. Les ventes de produits industriels comptent pour 4 % des ventes réalisées par la Société au deuxième trimestre de 2026.

Pour le premier semestre de 2026, les ventes de produits industriels se sont établies à 78 millions \$, contre 85 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique en grande partie par la diminution des volumes de bois d'œuvre destiné aux projets de ponts ferroviaires. Les ventes de produits industriels comptent pour 4 % des ventes réalisées par la Société au premier semestre de 2026.

Billots et bois d'œuvre

Les ventes dans la catégorie des billots et du bois d'œuvre se sont établies à 18 millions \$ au deuxième trimestre de 2026, contre 26 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. Dans le cadre de son processus d'approvisionnement, la Société revend les billots qu'elle obtient en vue de la fabrication de poteaux destinés aux sociétés de services publics et qui s'avèrent inadéquats, de même que le bois d'œuvre excédentaire qu'elle s'est procuré aux fins de son programme de bois d'œuvre à usage résidentiel. Le recul des ventes de produits de cette catégorie par rapport au deuxième trimestre de 2025 s'explique en grande partie par un ralentissement de l'activité liée aux billots. Les ventes de billots et de bois d'œuvre comptent pour 2 % des ventes réalisées par la Société au deuxième trimestre de 2026.

Pour le premier semestre de 2026, les ventes dans la catégorie des billots et du bois d'œuvre se sont établies à 33 millions \$, contre 45 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent, un recul attribuable au ralentissement de l'activité liée aux billots et de négociation de bois d'œuvre. Les ventes de billots et de bois d'œuvre comptent pour 2 % des ventes réalisées par la Société au premier semestre de 2026.

Répartition géographique des ventes

Aux États-Unis, les ventes ont reculé de trois millions \$ pour s'établir à 731 millions \$, soit 70 % des ventes réalisées au deuxième trimestre de 2026, contre 734 millions \$, ou 71 % des ventes, pour le même trimestre de l'exercice précédent.

L'acquisition de Brooks a été le principal moteur de croissance, mais son effet a été entièrement neutralisé par l'évolution de la répartition géographique des ventes de structures d'acier, dont une proportion plus importante a été réalisée au Canada par rapport aux États-Unis, combinée à la baisse des ventes de traverses de chemin de fer et au ralentissement de l'activité liée aux billots. Pour le premier semestre de 2026, les ventes réalisées aux États-Unis se sont établies à 1 368 millions \$, contre 1 369 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Les ventes du semestre clos le 30 juin 2026 tiennent compte d'une incidence défavorable du taux de change de 30 millions \$, le dollar américain s'étant déprécié par rapport au dollar canadien comparativement à la même période de l'exercice 2025.

Au Canada, les ventes ont augmenté pour s'établir à 311 millions \$, soit 30 % des ventes réalisées au deuxième trimestre de 2026, contre 300 millions \$, ou 29 % des ventes, pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Cette progression est attribuable à l'augmentation des ventes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics et à la proportion plus importante des ventes de structures d'acier générées au Canada, partiellement contrebalancées par la baisse des prix du bois d'œuvre à usage résidentiel. Pour le premier semestre de 2026, les ventes réalisées au Canada se sont établies à 465 millions \$, en hausse par rapport aux ventes de 438 millions \$ constatées pour la même période de l'exercice précédent.

Coût des ventes

Le coût des ventes, y compris l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre de droits d'utilisation et des immobilisations incorporelles, s'est établi à 856 millions \$ au deuxième trimestre de 2026, ce qui représente 82,1 % des ventes, contre 828 millions \$, ou 80,1 % des ventes, pour la même période de l'exercice précédent. L'augmentation en valeur absolue découle principalement de l'intégration de Brooks, acquise en 2025, d'une augmentation des coûts propres à certains sites, largement attribuable aux activités de gestion environnementale et à la mise en place des contrôles connexes ainsi qu'aux travaux d'entretien, de la hausse des coûts du carburant, de pertes de productivité découlant des travaux en cours à Candiac en vue d'accroître la capacité de production de structures d'acier et d'un décalage dans la répercussion de certaines hausses de coûts par le biais des mécanismes d'ajustement des prix, le tout partiellement contrebalancé par la diminution des volumes de ventes dans les catégories des traverses de chemin de fer, du bois d'œuvre à usage résidentiel et des billots et du bois d'œuvre.

La dotation totale aux amortissements s'est établie à 40 millions \$ au deuxième trimestre de 2026, dont 34 millions \$ ont été comptabilisés dans le coût des ventes, contre un amortissement total de 34 millions \$, dont 31 millions \$ avaient été comptabilisés dans le coût des ventes, pour le même trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à l'amortissement des entrées d'immobilisations réalisées en 2025.

Pour le premier semestre de 2026, le coût des ventes s'est établi à 1 492 millions \$, représentant 81,4 % des ventes, contre 1 433 millions \$, ou 79,3 % des ventes, pour la même période de 2025. Cette augmentation est principalement attribuable aux coûts des ventes supplémentaires découlant des acquisitions réalisées en 2025, aux volumes de ventes plus importants, surtout pour les poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics, et à une composition des produits moins avantageuse dans cette catégorie des produits. L'augmentation des coûts propres à certains sites et la hausse des coûts du carburant, de même que le décalage dans la répercussion de certaines hausses de coûts, ont également eu une incidence sur le coût des ventes. En outre, l'indemnité d'assurance de 10 millions \$ comptabilisée au cours de la même période de l'exercice précédent avait donné lieu à un avantage ponctuel sur le plan des résultats de 2025, absent en 2026. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'effet favorable de la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

La dotation totale aux amortissements s'est établie à 79 millions \$ au premier semestre de 2026, dont 68 millions \$ ont été comptabilisés dans le coût des ventes, contre un amortissement total de 70 millions \$, dont 63 millions \$ avaient été comptabilisés dans le coût des ventes, pour la même période de l'exercice précédent.

Bénéfice brut

Le bénéfice brut s'est établi à 186 millions \$, soit 17,9 % des ventes, au deuxième trimestre de 2026 contre 206 millions \$, ou 19,9 % des ventes, pour le même trimestre de l'exercice précédent. Le recul du bénéfice brut et la diminution de la marge du bénéfice brut s'expliquent principalement par une augmentation des coûts propres à certains sites, largement attribuable aux activités de gestion environnementale et à la mise en place des contrôles connexes, de

même qu'aux travaux d'entretien. La hausse des coûts du carburant et les pertes de productivité touchant les activités de l'usine de structures d'acier de la Société durant les travaux de modernisation ont également pesé sur le bénéfice brut, et leurs effets ont été exacerbés par un décalage dans la répercussion de certaines hausses de coûts par le biais des mécanismes d'ajustement des prix. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la contribution supplémentaire de Brooks aux résultats de la Société depuis son acquisition et par la croissance appréciable des volumes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics.

Pour le premier semestre de 2026, le bénéfice brut s'est établi à 341 millions \$, soit 18,6 % des ventes, contre 374 millions \$, ou 20,7 % des ventes, pour la même période de l'exercice précédent. Le recul du bénéfice brut et la diminution de la marge du bénéfice brut s'expliquent principalement par des augmentations de coûts propres à certains sites et par la hausse des coûts du carburant, dont l'effet a été exacerbé par un décalage dans la répercussion de certaines hausses de coûts par le biais des mécanismes d'ajustement des prix. Le bénéfice brut a également pâti d'une composition des ventes moins avantageuse et de la baisse des prix au comptant des poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics, en plus de l'absence de l'indemnité d'assurance de 10 millions \$ qui avait été comptabilisée au cours de la même période de l'exercice précédent. Ces facteurs défavorables ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation des volumes de poteaux en bois destinés aux sociétés de services publics et par la contribution supplémentaire au bénéfice brut de la Société découlant des acquisitions réalisées en 2025.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont établis à 57 millions \$ au deuxième trimestre de 2026, incluant une dotation aux amortissements de six millions \$, contre des frais de 55 millions \$, incluant une dotation aux amortissements de trois millions \$, pour le même trimestre de l'exercice précédent. Excluant les amortissements, les frais de vente et d'administration sont demeurés relativement stables, s'établissant à 51 millions \$, contre 52 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration, hors amortissements, représentent 4,9 % des ventes réalisées au deuxième trimestre de 2026, contre 5,0 % pour le même trimestre de l'exercice précédent.

Les frais de vente et d'administration se sont établis à 119 millions \$ au premier semestre de 2026, incluant une dotation aux amortissements de 11 millions \$, contre des frais de 105 millions \$, incluant une dotation aux amortissements de sept millions \$, pour la même période de l'exercice précédent. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration, hors amortissements, représentent 5,9 % des ventes réalisées au premier semestre de 2026, contre 5,4 % en 2025, ce qui est principalement attribuable à l'augmentation de la charge de rémunération.

Dépréciation d'actifs et coûts de restructuration

Signe de son engagement constant en faveur de l'amélioration continue, la Société a lancé, au cours du deuxième trimestre de 2026, des initiatives visant à optimiser le réseau qui sous-tend ses activités liées aux traverses de chemin de fer. Ces mesures visent à regrouper la production au sein des installations les plus performantes de la Société et devraient avoir été mises en œuvre d'ici le quatrième trimestre de 2026. Dans la foulée de leur déploiement, la Société a comptabilisé une dépréciation d'actifs et des coûts de restructuration de 32 millions \$ au deuxième trimestre de 2026, dont 24 millions \$ de charges de dépréciation hors trésorerie liées à la radiation d'immobilisations corporelles des installations en question et huit millions \$ de frais de fermeture et d'autres coûts liés à l'optimisation de réseau, y compris des coûts liés aux activités de nettoyage des sites et des indemnités de cessation d'emploi.

Gain sur règlement d'assurance

En 2025, la Société a réglé avec son assureur une demande d'indemnisation se rapportant à un incendie survenu en 2023 à ses installations de fabrication de Silver Springs, au Nevada. Le produit total du règlement, déduction faite de la franchise, était de 53 millions \$ (37,5 millions \$ US).

Ainsi, au premier trimestre de 2025, la Société a comptabilisé un recouvrement d'assurance pour pertes liées à l'interruption des activités de 10 millions \$ (7 millions \$ US), porté en réduction du coût des ventes, et un gain au titre de la demande d'indemnisation pour dommages aux biens de 28 millions \$ (19,5 millions \$ US), à titre de gain sur règlement d'assurance. Le reliquat de l'indemnité d'assurance, soit 15 millions \$ (11 millions \$ US), a servi à

dédommager la Société pour la valeur comptable des immobilisations corporelles endommagées et à lui rembourser les frais de nettoyage et de restauration de site qu'elle a engagés.

Autres pertes (gains), montant net

Au deuxième trimestre de 2026, la Société a engagé des charges d'exploitation supplémentaires et des coûts de nettoyage se rapportant à une section de ses installations de fabrication situées à Brierfield, en Alabama, qui avait été endommagée par l'incendie survenu au troisième trimestre de 2025. Les coûts totaux de quatre millions \$ engagés au deuxième trimestre de 2026 (neuf millions \$ pour le premier semestre de 2026) et les recouvrements d'assurance connexes ont été comptabilisés aux états condensés consolidés intermédiaires du résultat net au titre des autres pertes (gains), montant net. L'actif d'assurance recouvrable, déduction faite des avances reçues de l'assureur, a été comptabilisé dans les créances. Tout gain résultant d'indemnités excédant la valeur comptable nette des biens en cause sera comptabilisé dans le résultat lors du règlement de la demande d'indemnisation, à titre de gain sur règlement d'assurance.

La Société a également comptabilisé deux millions \$ au titre des autres pertes au deuxième trimestre de 2026. Il s'agit principalement d'ajustements apportés aux provisions déjà en place pour la restauration de sites. Au deuxième trimestre de 2025, la Société avait comptabilisé quatre millions \$ d'autres gains, lesquels découlaient en grande partie d'une sortie d'immobilisation non stratégique.

Les autres gains se sont établis à deux millions \$ au premier semestre de 2026. Ils sont composés du recouvrement des coûts liés aux travaux de remise en état des installations endommagées qui avaient été engagés au cours d'un exercice précédent, déduction faite des charges de restauration de sites. Au premier semestre de 2025, les autres gains, de un million \$, découlaient de la disposition d'actifs, déduction faite des charges de restauration de sites.

Charges financières

Les charges financières se sont établies à 14 millions \$ au deuxième trimestre de 2026, soit le même montant qu'au deuxième trimestre de 2025.

Les charges financières ont diminué pour s'établir à 31 millions \$ au premier semestre de 2026, contre 34 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent, ce qui est attribuable à une diminution du coût d'emprunt moyen et à une réduction du niveau d'endettement moyen de la Société.

Résultat avant impôts et charge d'impôts

Le résultat avant impôts s'est établi à 81 millions \$ au deuxième trimestre de 2026, contre 141 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. La charge d'impôts s'est établie à 20 millions \$ au deuxième trimestre de 2026, contre 35 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent, ce qui s'est traduit, dans les deux cas, par un taux d'imposition effectif d'environ 25 %.

Pour le semestre clos le 30 juin 2026, le résultat avant impôts s'est établi à 161 millions \$, contre 264 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. La charge d'impôts s'est établie à 40 millions \$ au premier semestre de 2026, contre 65 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent, ce qui s'est traduit, dans les deux cas, par un taux d'imposition effectif d'environ 25 %.

Résultat net

Le résultat net du deuxième trimestre de 2026 s'est établi à 61 millions \$, soit 1,12 \$ par action, contre un résultat net de 106 millions \$, ou de 1,91 \$ par action, pour le même trimestre de 2025. Sur une base ajustée, le résultat net s'est élevé à 87 millions \$, soit 1,59 \$ par action, contre 106 millions \$, ou 1,91 \$ par action, pour le deuxième trimestre de 2025.

Pour le premier semestre de 2026, le résultat net s'est établi à 121 millions \$, soit 2,22 \$ par action, contre un résultat net de 199 millions \$, ou de 3,58 \$ par action, pour la même période de l'exercice précédent. Sur une base ajustée, le résultat net s'est élevé à 148 millions \$, soit 2,71 \$ par action, contre 170 millions \$, ou 3,06 \$ par action, pour le premier semestre de 2025.

Résultats trimestriels

Les ventes de la Société suivent une tendance saisonnière. Les expéditions de produits destinés aux sociétés de services publics, de traverses de chemin de fer et de produits industriels sont plus importantes au cours des deuxièmes et troisièmes trimestres, pour assurer l'approvisionnement des utilisateurs du secteur industriel en vue de leurs projets d'entretien estivaux. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel suivent une trajectoire saisonnière semblable. À l'automne et à l'hiver, l'activité tend à ralentir, de sorte que les premiers et quatrièmes trimestres affichent généralement des ventes relativement plus faibles. Le tableau suivant présente certaines informations financières choisies à l'égard des dix derniers trimestres de la Société :

2026

Pour les trimestres clos les (en millions de dollars, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	791	1 042			
Résultat d'exploitation	97	95			
BAIIA ajusté	136	167			
Résultat net	60	61			
RPA, de base	1,10	1,12			
RPA ajusté, de base	1,12	1,59			

2025

Pour les trimestres clos les (en millions de dollars, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	773	1 034	958	727	3 492
Résultat d'exploitation	143	155	135	83	516
BAIIA ajusté	141	189	171	122	623
Résultat net	93	106	88	50	337
RPA, de base ¹	1,67	1,91	1,59	0,91	6,09
RPA ajusté, de base ¹	1,15	1,91	1,59	0,91	5,56

¹ Les chiffres étant arrondis, la somme des RPA trimestriels peut ne pas correspondre exactement au cumul annuel présenté.

2024

Pour les trimestres clos les (en millions de dollars, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	775	1 049	915	730	3 469
Résultat d'exploitation	124	168	130	81	503
BAIIA ajusté	156	200	162	115	633
Résultat net	77	110	80	52	319
RPA, de base ¹	1,36	1,94	1,42	0,93	5,66
RPA ajusté, de base ¹	1,36	1,94	1,42	0,93	5,66

¹ Les chiffres étant arrondis, la somme des RPA trimestriels peut ne pas correspondre exactement au cumul annuel présenté.

État de la situation financière

Comme la plupart des actifs et des passifs de la Société sont libellés en dollars américains, les fluctuations du taux de change peuvent avoir une incidence importante sur leur valeur. L'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien entre le 31 décembre 2025 et le 30 juin 2026 a entraîné une hausse de la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, suivant leur conversion en dollars canadiens. Se reporter à la rubrique intitulée « Taux de change » du présent rapport de gestion.

Actif

Au 30 juin 2026, l'actif total s'élevait à 4 289 millions \$, contre 4 117 millions \$ au 31 décembre 2025. L'augmentation de l'actif total est en grande partie attribuable à l'augmentation de l'actif courant, y compris la trésorerie et les équivalents de trésorerie, ainsi qu'à l'incidence du taux de change sur la valeur des actifs libellés en dollars américains. Le tableau suivant présente de l'information sur l'actif de la Société tirée de certains postes choisis des états condensés consolidés intermédiaires de la situation financière :

Actif (en millions de dollars)	Au 30 juin 2026	Au 31 décembre 2025	Variation
Trésorerie et équivalents de trésorerie	138	44	94
Créances	411	262	149
Stocks	1 552	1 653	(101)
Autres éléments	55	60	(5)
Actif courant total	2 156	2 019	137
Immobilisations corporelles	1 140	1 116	24
Actifs au titre du droit d'utilisation	285	288	(3)
Immobilisations incorporelles	236	243	(7)
Goodwill	449	434	15
Autres éléments	23	17	6
Total de l'actif non courant	2 133	2 098	35
Total de l'actif	4 289	4 117	172

Les créances totalisaient 411 millions \$ au 30 juin 2026, contre 262 millions \$ au 31 décembre 2025. Cette augmentation est en grande partie attribuable à l'accroissement habituel de la demande saisonnière, partiellement contrebalancé par une réduction du délai moyen de recouvrement des créances clients. Dans le cours normal des affaires, la Société a conclu avec certaines institutions financières des ententes aux termes desquelles elle peut vendre, sans recours de crédit, ses créances clients admissibles aux institutions en cause. Les créances comptabilisées excluent les créances clients vendues durant la période.

La valeur des stocks s'établissait à 1 552 millions \$ au 30 juin 2026, contre 1 653 millions \$ au 31 décembre 2025. La baisse des stocks s'explique principalement par l'augmentation saisonnière des ventes et une réorientation davantage axée sur les volumes liés exclusivement aux services de traitement, partiellement contrebalancées par l'incidence du taux de change sur la valeur des stocks libellés en dollars américains, de l'ordre de 40 millions \$.

Compte tenu des longues périodes de temps nécessaires au séchage à l'air des produits en bois destinés aux sociétés de services publics, des traverses de chemin de fer et de certains produits industriels, qui peuvent durer jusqu'à neuf mois avant la conclusion d'une vente, les stocks forment une composante importante du fonds de roulement de la Société, et leur taux de rotation est relativement faible. De plus, des stocks importants de matières premières et de produits finis sont nécessaires à certains moments de l'année afin de soutenir les activités dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel. Les solides relations d'affaires qu'entretient la Société avec ses clients et les contrats à long terme qui en découlent lui permettent de mieux déterminer les besoins en stocks. La direction assure un suivi serré des niveaux des stocks et de la demande du marché pour ses produits. La production est ajustée en conséquence afin de maximiser le rendement et d'optimiser l'utilisation des ressources.

Les immobilisations corporelles totalisaient 1 140 millions \$ au 30 juin 2026, contre 1 116 millions \$ au 31 décembre 2025. Cette augmentation est attribuable aux entrées d'immobilisations d'une valeur de 50 millions \$ qui ont eu lieu au cours du premier semestre de 2026 ainsi qu'à l'incidence du taux de change de 28 millions \$ sur la valeur des actifs libellés en dollars américains, le tout partiellement contrebalancé par la charge d'amortissement, qui s'est établie à 30 millions \$ pour la période, et par une dépréciation d'actifs de 24 millions \$.

Les actifs au titre de droits d'utilisation se chiffraient à 285 millions \$ au 30 juin 2026, contre 288 millions \$ au 31 décembre 2025. Cette diminution est attribuable à la charge d'amortissement, qui s'est établie à 34 millions \$ pour la période, partiellement contrebalancée par l'ajout de nouveaux contrats de location d'une valeur de 22 millions \$, en grande partie liés au matériel roulant.

Les immobilisations incorporelles totalisaient 236 millions \$ et le goodwill s'est établi à 449 millions \$ au 30 juin 2026. Les immobilisations incorporelles sont principalement composées des relations clients, d'un enregistrement pour la créosote et des coûts d'acquisition de logiciels. Au 31 décembre 2025, les immobilisations incorporelles et le goodwill s'élevaient à 243 millions \$ et à 434 millions \$, respectivement. La diminution des immobilisations incorporelles est principalement attribuable à la dotation aux amortissements, qui s'est établie à 15 millions \$ pour la période, tandis que l'augmentation du goodwill s'explique par l'incidence du taux de change sur la valeur des actifs libellés en dollars américains.

Passif

Au 30 juin 2026, le passif de Stella-Jones totalisait 2 106 millions \$, contre 2 078 millions \$ au 31 décembre 2025. L'augmentation du passif total s'explique en grande partie par l'incidence du taux de change sur la valeur des passifs libellés en dollars américains. Le tableau suivant présente de l'information sur le passif de la Société tirée de certains postes choisis des états condensés consolidés intermédiaires de la situation financière :

Passif (en millions de dollars)	Au 30 juin 2026	Au 31 décembre 2025	Variation
Comptes créditeurs et charges à payer	169	153	16
Impôts sur le résultat à payer	1	—	1
Partie courante de la dette à long terme	139	37	102
Partie courante des obligations locatives	67	63	4
Autres éléments	35	20	15
Passif courant total	411	273	138
Dette à long terme	1 207	1 302	(95)
Obligations locatives	233	240	(7)
Passifs d'impôt différé	213	218	(5)
Autres éléments	42	45	(3)
Passif non courant total	1 695	1 805	(110)
Passif total	2 106	2 078	28

Dette à long terme

La dette à long terme de la Société, y compris la partie courante, s'établissait à 1 346 millions \$ au 30 juin 2026, contre 1 339 millions \$ au 31 décembre 2025. Cette augmentation est principalement attribuable à l'incidence du taux de change de 24 millions \$ sur la valeur de la dette libellée en dollars américains, du fait de l'appréciation de cette devise par rapport au dollar canadien, partiellement contrebalancée par des remboursements au titre de la dette de 17 millions \$ pour la période. Déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la dette à long terme a diminué pour s'établir à 1 208 millions \$, contre 1 295 millions \$ au 31 décembre 2025, la progression de la situation de trésorerie ayant plus que contrebalancé l'augmentation du solde de la dette attribuable aux fluctuations du taux de change.

L'augmentation de la partie courante de la dette à long terme découle du reclassement des billets de premier rang non garantis de 75 millions \$ US, qui viennent à échéance en janvier 2027.

Dettes à long terme (en millions de dollars)	Au 30 juin 2026	Au 31 décembre 2025
Facilités de crédit rotatif non garanties	433	427
Facilités de prêt à terme non garanties	408	408
Billets de premier rang non garantis	506	503
Autres éléments	(1)	1
Total de la dette à long terme	1 346	1 339

Au 30 juin 2026, la Société affichait un ratio dette nette/BAIIA ajusté de 2,5 x et respectait l'ensemble des clauses restrictives, des obligations de déclaration et des ratios financiers auxquels elle est assujettie aux termes de ses facilités de crédit.

Capitaux propres

Les capitaux propres s'établissaient à 2 183 millions \$ au 30 juin 2026, contre 2 039 millions \$ au 31 décembre 2025.

Capitaux propres (en millions de dollars)	Au 30 juin 2026	Au 31 décembre 2025	Variation
Capital-actions	189	187	2
Surplus d'apport	6	5	1
Résultats non distribués	1 749	1 681	68
Cumul des autres éléments du résultat global	239	166	73
Total des capitaux propres	2 183	2 039	144

L'augmentation des capitaux propres au 30 juin 2026 est attribuable au résultat net de 121 millions \$ et à une hausse de 73 millions \$ du cumul des autres éléments du résultat global, principalement liée à l'incidence des taux de change sur les résultats des établissements étrangers, partiellement contrebalancés par des rachats d'actions de 15 millions \$ et des dividendes de 37 millions \$.

Le 4 novembre 2025, la Bourse de Toronto a accepté l'avis d'intention de la Société de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités (« OPR ») en vue d'acheter aux fins d'annulation jusqu'à 1 500 000 actions ordinaires, soit environ 2,7 % de celles en circulation à cette date, au cours de la période de 12 mois s'échelonnant du 14 novembre 2025 au 13 novembre 2026.

Aucune action ordinaire de la Société n'a été rachetée aux fins d'annulation dans le cadre de cette OPR durant le trimestre clos le 30 juin 2026. Au cours de la période de six mois close le 30 juin 2026, 160 983 actions ordinaires de la Société ont été rachetées aux fins d'annulation pour une contrepartie de 15 millions \$. Depuis qu'elle a lancé l'OPR le 14 novembre 2025, la Société a racheté un total de 278 131 actions ordinaires aux fins d'annulation, pour une contrepartie de 25 millions \$.

Liquidités et ressources en capital

Le tableau suivant présente un sommaire des différentes composantes des flux de trésorerie pour les périodes indiquées :

Sommaire des flux de trésorerie (en millions de dollars)	Périodes de trois mois closes les 30 juin		Périodes de six mois closes les 30 juin	
	2026	2025	2026	2025
Activités d'exploitation	192	224	239	208
Activités de financement	(112)	(188)	(103)	(119)
Activités d'investissement	(36)	(52)	(51)	(74)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	44	(16)	85	15
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2026, avant retraitement pour les modifications apportées à la norme IFRS 9	—	—	44	—
Ajustement lors de l'adoption pour les chèques en circulation de 2025 au 1 ^{er} janvier 2026	—	—	9	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	94	81	53	50
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	138	65	138	65

La Société estime que les flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation et les montants disponibles au titre de ses facilités de crédit suffiront pour mener à bien ses plans d'affaires, pourvoir aux besoins de son fonds de roulement et voir au maintien de ses actifs. Au 30 juin 2026, les liquidités disponibles de la Société s'élevaient à 759 millions \$, dont 621 millions \$ (437 millions \$ US) au titre de ses facilités de crédit renouvelable.

Flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation se sont établis à 192 millions \$ au deuxième trimestre de 2026, contre 224 millions \$ pour le même trimestre de 2025. Cette diminution est principalement attribuable à un recul de la rentabilité, déduction faite des éléments hors trésorerie, dont l'effet a été partiellement contrebalancé par le fait que le montant des impôts payés était moins important. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation, excluant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts payés, se sont établis à 151 millions \$ au deuxième trimestre de 2026, contre 193 millions \$ pour le même trimestre de 2025. Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont entraîné une augmentation des flux de trésorerie d'exploitation de 86 millions \$ au deuxième trimestre de 2026, principalement attribuable à une baisse des stocks, notamment des traverses de chemin de fer, partiellement contrebalancée par l'augmentation saisonnière des créances.

Les flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation se sont établis à 239 millions \$ au premier semestre de 2026, contre 208 millions \$ pour la même période de 2025. Cette augmentation s'explique principalement par une évolution favorable des variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, partiellement contrebalancée par un recul de la rentabilité, déduction faite des éléments hors trésorerie. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation, excluant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts payés, se sont établis à 295 millions \$ au premier semestre de 2026, contre 330 millions \$ pour la même période de 2025. Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont entraîné une augmentation des flux de trésorerie d'exploitation de 20 millions \$ au premier semestre de 2026, ce qui est principalement attribuable à une baisse des stocks et à l'augmentation des comptes créditeurs et des revenus différés, partiellement contrebalancées par l'augmentation des créances, elle-même attribuable à l'augmentation saisonnière des ventes au deuxième trimestre.

Le tableau suivant présente de l'information sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation tirée des tableaux condensés consolidés intermédiaires des flux de trésorerie :

Flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation (en millions de dollars)	Périodes de trois mois closes les 30 juin		Périodes de six mois closes les 30 juin	
	2026	2025	2026	2025
Résultat net	61	106	121	199
Amortissements	40	34	79	70
Rémunération fondée sur des actions	(14)	(5)	(5)	(2)
Charges financières	14	14	31	34
Charge d'impôts sur le résultat	20	35	40	65
Dépréciation d'actifs	24	—	24	—
Gain sur règlement d'assurance	—	—	—	(28)
Autres éléments	6	9	5	(8)
Flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation, excluant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés	151	193	295	330
Créances	(62)	(48)	(139)	(125)
Stocks	153	142	139	101
Autres actifs courants	(8)	(7)	(9)	(4)
Comptes créditeurs et charges à payer	4	—	15	(11)
Revenus différés	(1)	—	14	—
Variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie	86	87	20	(39)
Intérêts versés	(9)	(9)	(32)	(34)
Impôts sur le résultat payés	(36)	(47)	(44)	(49)
Flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation	192	224	239	208

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les activités de financement ont entraîné une diminution des liquidités de 112 millions \$ au deuxième trimestre de 2026. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2026, la Société a réduit de 50 millions \$ le solde net des emprunts contractés au titre de ses facilités de crédit rotatif et remboursé huit millions \$ (6 millions \$ US) au titre de ses facilités de crédit agricole américaines. En outre, la Société a affecté 17 millions \$ au remboursement d'obligations locatives et 37 millions \$ au versement de dividendes. Au deuxième trimestre de 2025, les activités de financement avaient entraîné une diminution des liquidités de 188 millions \$, principalement attribuable à la réduction de 59 millions \$ du solde net des emprunts contractés par la Société au titre de ses facilités de crédit rotatif ainsi qu'au remboursement de 59 millions \$ (42 millions \$ US) au titre de ses facilités de crédit agricole américaines. La Société avait également affecté 16 millions \$ au remboursement d'obligations locatives, 34 millions \$ au versement de dividendes et 20 millions \$ au rachat d'actions.

Les activités de financement ont entraîné une diminution des liquidités de 103 millions \$ au premier semestre de 2026, contre 119 millions \$ pour la même période de 2025.

Le tableau suivant présente de l'information sur les flux de trésorerie affectés aux activités de financement tirée des tableaux condensés consolidés intermédiaires des flux de trésorerie :

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement (en millions de dollars)	Périodes de trois mois closes les 30 juin		Périodes de six mois closes les 30 juin	
	2026	2025	2026	2025
Variation nette des facilités de crédit rotatif	(50)	(59)	—	78
Remboursement de la dette à long terme	(8)	(59)	(17)	(95)
Remboursement des obligations locatives	(17)	(16)	(34)	(33)
Dividendes sur les actions ordinaires	(37)	(34)	(37)	(34)
Rachat d'actions ordinaires	—	(20)	(15)	(35)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	(112)	(188)	(103)	(119)

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont absorbé 36 millions \$ de liquidités au deuxième trimestre de 2026, principalement pour l'acquisition d'immobilisations corporelles. Au deuxième trimestre de 2025, les activités d'investissement avaient mobilisé 52 millions \$. Les flux de trésorerie ainsi affectés découlaient principalement de l'acquisition de Locweld Inc. et de l'acquisition d'immobilisations corporelles, déduction faite des indemnités d'assurance perçues en lien avec l'incendie survenu en 2023 dans l'une des usines de la Société.

La Société a investi 51 millions \$ au cours du premier semestre de 2026, principalement pour l'acquisition d'immobilisations corporelles. En 2025, les activités d'investissement avaient mobilisé 74 millions \$, principalement pour l'acquisition de Locweld Inc. et l'acquisition d'immobilisations corporelles, déduction faite des indemnités d'assurance.

Le tableau suivant présente de l'information sur les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement tirée des tableaux condensés consolidés intermédiaires des flux de trésorerie :

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement (en millions de dollars)	Périodes de trois mois closes les 30 juin		Périodes de six mois closes les 30 juin	
	2026	2025	2026	2025
Acquisition d'autres investissements	—	—	(4)	—
Regroupements d'entreprises	(1)	(48)	(1)	(48)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(34)	(34)	(46)	(54)
Produit de l'assurance des biens	—	26	2	26
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(2)	(2)	(3)	(4)
Produit de la disposition d'actifs	1	6	1	6
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(36)	(52)	(51)	(74)

Renseignements concernant les actions

Au 30 juin 2026, le capital-actions de la Société était constitué de 54 567 627 actions ordinaires émises et en circulation (54 697 214 au 31 décembre 2025).

Le tableau suivant présente l'évolution du capital-actions pour les périodes de trois et de six mois closes le 30 juin 2026 :

Nombre d'actions	Période de trois mois close le 30 juin 2026	Période de six mois close le 30 juin 2026
Solde à l'ouverture de la période	54 555 733	54 697 214
Actions ordinaires rachetées	—	(160 983)
Actions ordinaires émises au titre du régime d'unités d'actions nouvelles	—	13 713
Régimes d'achat d'actions des employés	11 894	17 683
Solde à la clôture de la période	54 567 627	54 567 627

Au 4 août 2026, le capital-actions de la Société était constitué de 54 567 627 actions ordinaires émises et en circulation.

Engagements et éventualités

Les engagements et éventualités susceptibles d'avoir une incidence sur la Société à l'avenir demeurent essentiellement les mêmes que ceux présentés dans le rapport de gestion annuel contenu au rapport annuel de 2025 de la Société.

Événement postérieur à la date de clôture

Le 5 août 2026, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,34 \$ par action ordinaire, payable le 18 septembre 2026 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des bureaux le 3 septembre 2026. Il s'agit d'un dividende admissible.

Risques et incertitudes

Les risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur la Société à l'avenir demeurent essentiellement les mêmes que ceux présentés dans le rapport de gestion annuel contenu au rapport annuel de 2025 de la Société.

Conventions comptables significatives et estimations comptables critiques

Les conventions comptables significatives utilisées par la Société ainsi que les estimations comptables critiques qu'elle fait et les jugements critiques qu'elle pose sont respectivement décrits aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés audités aux 31 décembre 2025 et 2024.

La Société établit ses états financiers condensés consolidés intermédiaires conformément aux normes comptables IFRS.

Pour ce faire, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés au titre de l'actif et du passif de la Société ainsi que sur l'information communiquée à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers. Ces estimations et hypothèses ont également une incidence sur les ventes enregistrées et la valeur des charges comptabilisées au cours de la période de présentation. Les éléments importants qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses incluent la durée d'utilité estimative des actifs, la recouvrabilité des actifs non courants et du goodwill et la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge dans le cadre d'une acquisition. La direction est également appelée à faire des estimations et à poser des hypothèses dans le cadre de regroupements d'entreprises, principalement aux fins des prévisions des ventes et des marges et à l'égard du taux d'actualisation. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et les écarts à cet égard pourraient être significatifs. Les estimations sont revues périodiquement et, au besoin, des ajustements sont apportés et comptabilisés aux états condensés consolidés intermédiaires du résultat net de la période au cours de laquelle leur nécessité apparaît.

Modifications apportées aux méthodes comptables

À compter du 1^{er} janvier 2026, la Société a adopté les Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers, qui modifient les normes IFRS 9 et IFRS 7. Ces modifications précisent les circonstances dans lesquelles un actif financier ou un passif financier est comptabilisé et décomptabilisé et introduisent un choix de méthode comptable pour la décomptabilisation des passifs financiers réglés au moyen d'un système de paiement électronique avant la date de règlement. Les modifications clarifient également le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques liées aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »), des prêts sans recours et des instruments liés par contrat, en plus d'introduire des obligations d'information relativement aux instruments financiers assortis de clauses conditionnelles et aux instruments de capitaux propres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

En conséquence de ces modifications, la Société a modifié sa méthode comptable relative à la décomptabilisation des comptes créditeurs réglés par chèque. Auparavant, les comptes créditeurs réglés par chèque étaient décomptabilisés à la date d'émission des chèques. Conformément à la politique révisée, et en cohérence avec les précisions apportées par les modifications, ces passifs sont désormais décomptabilisés à la date d'encaissement des chèques par la banque. De plus, la Société a choisi de décomptabiliser les passifs financiers réglés au moyen d'un système de paiement électronique, avant la date de règlement, dès lors que la Société perd la capacité pratique d'annuler ces paiements.

Les modifications s'appliquent de manière rétrospective; cependant, aux termes des dispositions transitoires, la Société n'était pas tenue de retraiter les périodes antérieures pour refléter leur application. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers condensés consolidés intermédiaires de la Société.

Norme comptable annoncée, mais non encore adoptée

La norme IFRS 18 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, une application anticipée étant possible. La Société ne prévoit pas que cette nouvelle norme aura une incidence significative sur ses états financiers annuels consolidés et condensés consolidés intermédiaires.

Contrôles et procédures de communication de l'information

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information devant être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés au titre des lois sur les valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par lesdites lois. Ces contrôles et procédures sont également conçus pour garantir que cette information est colligée puis communiquée à la direction de la Société, y compris ses dirigeants signataires, de manière à leur permettre de prendre des décisions en matière de communication de l'information en temps opportun.

Le président et chef de la direction et la première vice-présidente et chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision directe, l'efficacité de la conception des CPCI de la Société (au sens du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*) en date du 30 juin 2026, et ont conclu que ces CPCI ont été conçus de manière efficace.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de publication, conformément aux normes comptables IFRS.

La direction a procédé à l'évaluation de l'efficacité de la conception de ses CIIF au sens du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*. L'évaluation a été réalisée conformément au cadre de référence proposé dans le guide intitulé *Internal Control – Integrated Framework*

publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« COSO »). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances de la Société, avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. Au terme de cette évaluation, le président et chef de la direction et la première vice-présidente et chef des finances ont conclu, en date du 30 juin 2026, que les CIIF avaient été conçus de manière efficace.

La direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints.

Changements concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu, au cours de la période s'étendant du 1^{er} avril 2026 au 30 juin 2026, aucune modification apportée à la conception des CIIF de la Société qui ait eu, ou serait raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur ce plan.

Le 5 août 2026